

LIBAN

Le Levant ou « Proche-Orient » désignait traditionnellement en français les régions bordant la côte méditerranéenne de l'Asie : en premier lieu la Syrie, ainsi que le Liban (les États du Levant au sens français) ; mais la région du Levant inclut également la Palestine, Israël, la Jordanie, l'Anatolie, la Mésopotamie et l'Égypte. Le Levant dépend l'Empire ottoman jusqu'à la fin de la guerre 1914-18.

L'État libanais est créé en 1920 sous le nom de « Grand Liban » par la France (le haut commissaire français au Liban est alors le général Gouraud) par adjonction au territoire du moutassarifat du Mont-Liban (entité autonome de l'Empire ottoman) de territoires qui appartenaient aux deux wilayets ottomans de Beyrouth et de Damas.

La France avait été alors, à la suite du démantèlement de l'Empire ottoman, mandatée par la Société des Nations pour administrer et organiser certains territoires ex-ottomans. En 1926, le Liban adopte sa première constitution, devient officiellement une république, prend le nom de « République libanaise » et crée les postes de président de la République et de président du Conseil des ministres.

Le pays déclare son indépendance le 22 novembre 1943, en gardant les frontières du Grand Liban de 1926,

Lorsque la France établit son mandat en Syrie et au Liban, le téléphone y était presque inconnu, les seules liaisons à distance dans cette ancienne partie de l'empire ottoman étant réduites à quelques lignes télégraphiques, du reste très peu nombreuses et en médiocre état.

Dès son arrivée, l'autorité militaire française fut donc obligée d'établir les liaisons téléphoniques nécessaires à l'exercice de son commandement.

Ce réseau, étendu rapidement aux principales localités, fut mis à la disposition des commerçants, sur leur demande et moyennant une légère redevance. Le succès en fut tel que fin 1932, le service des transmissions des troupes du Levant entreprit, sur de nouvelles bases, la construction d'un vaste réseau téléphonique aux lignes multiples, établies selon les règles de la technique la plus moderne et desservies par de nombreux centraux.

Les premières lignes télégraphiques de Beyrouth la reliaient à Damas en 1861 et à Istanbul deux ans plus tard.

Zahlé a, pour la première fois, été reliée à l'extérieur, à l'aide du télégraphe en 1886,

La France, en tant que puissance mandataire, créa le 1er janvier 1921 une « Inspection Générale des Postes et Télégraphes » couvrant à la fois le Liban et la Syrie, avant que les deux pays ne jouissent de leurs propres administrations postales distinctes en 1924.

1909 le téléphone fait son apparition au Liban lorsqu'un industriel installe une ligne privée entre son usine d'Achrafiyeh (quartier de Beyrouth) et ses magasins du centre.

La première mention d'un réseau téléphonique au Liban (alors Syrie) date de **1910** et concerne, étonnamment, la ville secondaire de **Zahlé** au Mont-Liban, qui sollicitait également à l'époque une concession pour l'implantation d'une centrale électrique - une autre première dans cette partie de la région. le **téléphone public en 1912** est introduit par son CAIMMACAM HUSSEIN AL AHDAB à MAALACKA (quartier de Zahlé).

Après la première guerre mondiale, les Français commencent à installer un réseau téléphonique qui est destiné aux services officiels ainsi qu'à ceux relevant de l'armée et de la sécurité.

Le téléphone ne commence à se généraliser auprès du grand public que vers le milieu des années 1920.

Son développement est lent au départ car il faut être plusieurs à disposer d'appareils. Les communications sont intra-urbaines et ne concernent que Beyrouth. Vers la fin des années vingt, le téléphone fait son apparition dans les autres grandes villes du pays et devient un élément progressivement indispensable de la vie quotidienne.

En **décembre 1921**, les autorités françaises du mandat accordent la concession de communication radioélectrique à la Compagnie Générale de Télégraphie sans Fil (CSF), autorisée à construire à Khalde une station de transmission radioélectrique reliée à Radio France.

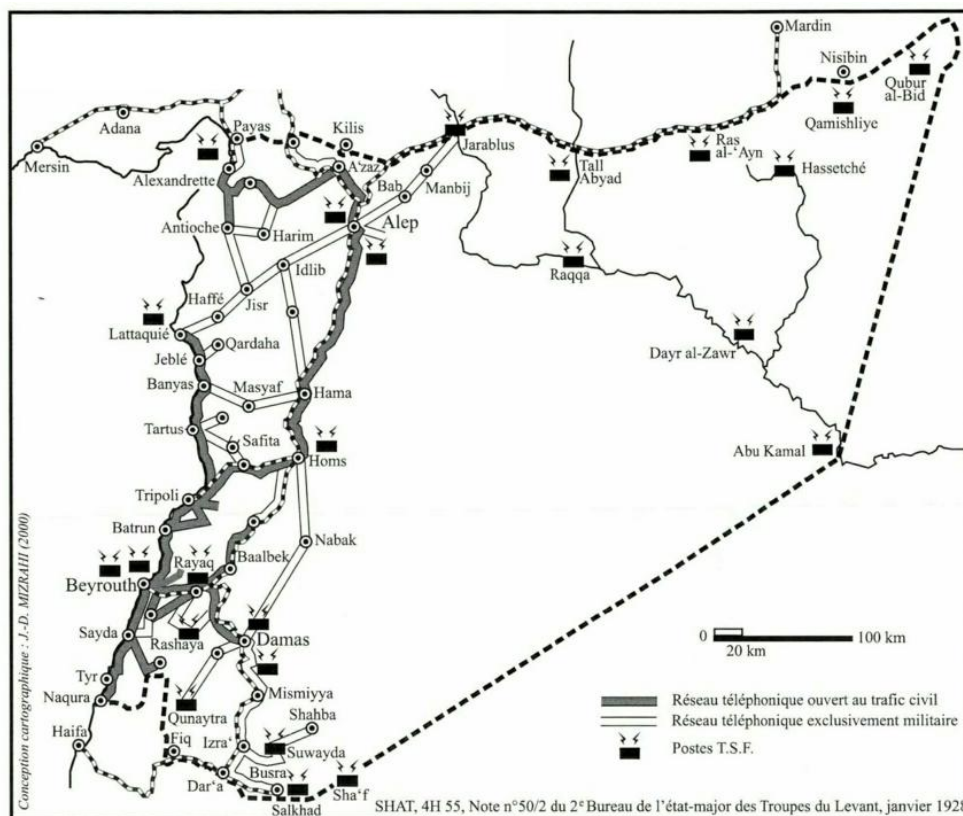
L'année suivante, en décembre 1922, le CSF crée Radio-Orient pour gérer ladite concession au Liban et en Syrie.

1927 1300 km de fil téléphonique sont posés, contre simplement 250 km l'année précédente. sa construction comme son exploitation, relevait exclusivement des autorités militaires. Certaines lignes restaient néanmoins ouvertes au public.

Dans la plupart des cas, il faut attendre l'effort d'équipement amorcé en 1927 pour voir les priorités politiques et militaires imposer leur propre logique, et venir informer le réseau téléphonique civil : alors que le nombre de kilomètres de fil posés quintuple entre 1926 et 1927, le nombre d'abonnés civils ne bouge quasiment pas (de 1 054 à 1 100 abonnés ; seules huit nouvelles localités accèdent au trafic téléphonique civil en 1927).

À la fin des années 1920, on peut estimer que la plupart des postes de cazas (districts du Liban) de la zone sédentaire ont dorénavant à leur disposition une liaison téléphonique. Tout n'est pourtant pas parfait. D'abord, le faible débit des lignes, et son corollaire, les durées d'attente interminables, font que les sections ouvertes au trafic civil sont très souvent saturées. Exaspéré, le lieutenant-colonel Tracol, chef du SR de Damas, rend compte de la difficulté qu'il a, en 1929 encore, à joindre Beyrouth :

« J'ajouterais que les communications téléphoniques ne peuvent pas se faire avec toute la rapidité voulue en ce qui concerne mon service. C'est ainsi que le 20, j'ai demandé de mon bureau la communication avec le directeur du SR du Levant, pour une question urgente. Il m'a été répondu que la ligne ne fonctionnait pas et qu'il n'était pas possible de me donner la communication. Le même jour, le lieutenant Tézé a attendu environ deux heures pour pouvoir téléphoner à la Direction du SR. Mon appareil téléphonique est défectueux, malgré de nombreuses réparations ; c'est un appareil de campagne qui doit dater de la Guerre de Cent ans. J'ai demandé trois fois qu'on me le change »



Le réseau des télécommunications dans les États du Levant au 1er janvier 1928 : téléphone et T.S.F.

1934 L'Iraq, la Syrie et la Palestine ont été reliés par une chaîne de stations radiotélégraphie.

Les traités de 1936 de la France avec la Syrie et le Liban marquent l'acceptation par les nationalistes syriens d'une séparation du Liban. Dès 1943, des projets d'États distincts sont menés par les élites, jusqu'à ce que la France quitte militairement la région.

Le premier câble télégraphique sous-marin du Liban a été posé en 1938 par la France, alors qu'elle se préparait à la guerre, et reliait Beyrouth à Nabeul en Tunisie. Après la guerre, il était exploité par Radio-Orient (voir ci-dessous).

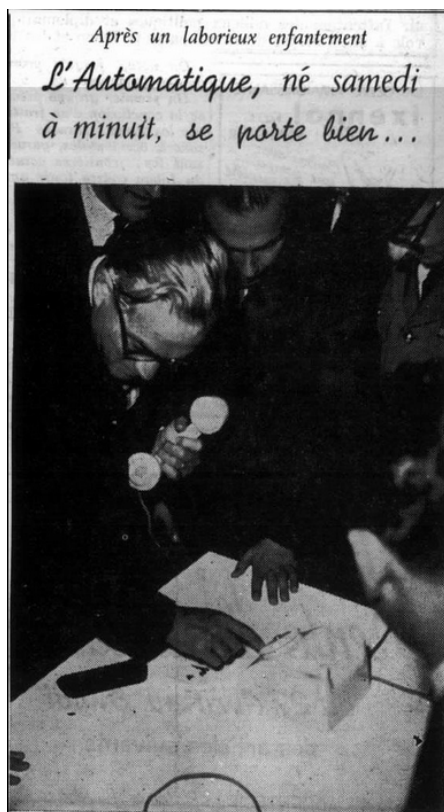
Avec l'indépendance du Liban en 1943, les télécommunications relèvent d'un ministère des Postes et Télégraphes (qui deviendra dans les années 1950 le ministère des Postes, Télégraphes et Téléphones, et en 1980 le ministère des Postes et Télécommunications).

1943 L'équipement téléphonique de Damas, en Syrie, fera l'objet d'un renouvellement qui le modernisera.

Dès les **années 1950**, le Liban, pays économiquement riche, a commencé à investir dans le développement de son réseau téléphonique en installant des **centraux automatiques**, notamment en partenariat avec **Ericsson**, qui a joué un rôle clé au cours des décennies suivantes. (Ericsson a longtemps été un pionnier des télécommunications dans le monde arabe, établissant les premières lignes téléphoniques à Istanbul et au Caire dans les années 1890.)

1951 Installation du téléphone automatique à Beyrouth.

1er mai 1954 : Le président Chamoun inaugure le téléphone automatique à Beyrouth en composant à 22h45 le premier numéro de liaison directe sans passer par une opératrice.



Les installations, réalisées par la société suédoise Ericsson sont en mesure de servir **15 000 abonnés** et devraient être augmentées de 7500 lignes d'ici la fin de l'année. Les rues de Beyrouth ayant été défoncées pour la pose souterraine des 16 000 km de câbles, aucun fil n'est visible.

Le projet a coûté 7,5 millions de livres libanaises.

Le 13 mai est établie la première liaison téléphonique directe entre le Liban et le Brésil, lorsque le chef du gouvernement entre en contact à 15 h avec le chef de l'État qui se trouve alors à Rio de Janeiro.

Les Français céderont le réseau au gouvernement libanais indépendant et en 1952 est inauguré l'Hôtel des Postes qui groupera le ministère des PTT, le Bureau central de la Poste, ceux des Télégraphes et des colis postaux, Radio-Orient et la direction du service du téléphone.

Un acteur intéressant au cours de ces années est la société française Radio-Orient, qui a continué à occuper une position centrale dans le secteur téléphonique même après l'indépendance du Liban. Elle a accueilli les premiers services téléphoniques internationaux au Liban, en 1952, et les premiers services télex, dix ans plus tard. Plus important encore, l'entreprise a conservé sa concession exclusive sur les communications radioélectriques avec l'Europe et l'Amérique du Nord.

En mai 1954, le système téléphonique a été modernisé avec l'introduction du système automatique, système de numérotation.

À cette époque, le Liban comptait un peu plus de **27 000 téléphones**, massivement concentrés dans sa capitale, Beyrouth.

Les téléimprimeurs, qui pouvaient transformer les communications télégraphiques en texte, ont commencé à fonctionner en mai 1954.

En 1957, la demande de services téléphoniques dépassait l'offre, comme le montrent les contrats signés avec Ericsson, pour étendre le réseau avec 25 000 nouvelles lignes dans les principales villes du pays, et avec **Siemens**, pour construire un réseau ultramoderne, poste de transmission radio.

À la fin des années 1960, le Liban envisageait d'étendre le réseau téléphonique à toutes les régions rurales du pays.

Un central **Crossbar ARM** a été officiellement inauguré à Tripoli en décembre 1964 par le ministre des PTT, Antoine Sehanoui, en présence du gouverneur du Liban, Bachir Al-Awar, du directeur de la Téléphonie, A. Chemali, de deux anciens ministres des PTT et de plusieurs représentants de l'administration, de l'Église et des collectivités locales. Grâce à l'ouverture de ce central ARM, les 8 000 abonnés de Tripoli sont désormais connectés automatiquement aux 65 000 abonnés du district de Beyrouth. La connexion a été réalisée conformément au programme et l'équipement fonctionne parfaitement.

Entre-temps, le Liban a été le pionnier du système télex dans le monde arabe, en l'introduisant en 1962.

En 1969, le Liban a installé à Arbaniyeh sa première station terrienne par satellite, capable de gérer les conversations vocales ainsi que les chaînes de télévision. Il a ainsi rejoint le réseau mondial Intelsat dirigé par les États-Unis. Ce signe de progrès fut célébré par la création d'un timbre dédié émis le 25 mars 1971.

Le premier câble coaxial sous-marin du Liban, vers Marseille en France, a été inauguré en **1970**. Son exploitation et sa maintenance ont été confiées à la Sodeltel, une société spécifiquement créée en 1968 pour gérer ce câble et détenue en copropriété par le gouvernement libanais (50%), France Câbles et Radio (40%) et Italcable (10%). En mai 1971, un contrat a été attribué pour relier Beyrouth à Alexandrie en Égypte, via un autre câble coaxial sous-marin, et à Damas via un câble terrestre et une transmission par micro-ondes.

Entre son indépendance et le début de la guerre civile interconfessionnelle qui le ravage de 1975 à 1990, le pays connaît une période de relative prospérité économique et de stabilité politique, permises par la forte croissance des secteurs du tourisme, de l'agriculture, ainsi que des finances et des services (banque, assurances...). Dans cette période, le pays est, de ce fait, considéré comme le « coffre-fort du Levant » et comme la « Suisse du Moyen-Orient », en raison de sa puissance financière.

1982, le Liban avait choisi de s'équiper de commutateurs téléphoniques moitié en **E10** et moitié en **MT20**.

Une douzaine de commutateurs **E10 Alcatel** est commandée pour moderniser le réseau téléphonique. Le ministère des PTT libanais se charge de fournir les bâtiments. La guerre civile qui sévit dans le pays ne favorise pas l'avancement du projet. Beyrouth est coupé en deux et le pays est divisé. Pour faire face au retard pris dans l'exécution du contrat, un établissement Alcatel est créé et des techniciens libanais sont formés pour terminer les installations.

Témoignage d'un responsable Alcatel en période de guerre :

Le Liban est le siège d'une guerre civile ; voilà encore une expérience inédite. Les seigneurs de la guerre se partagent le pays. Comme il faut bien qu'ils vivent, ils prélèvent des taxes, manu militari, chaque fois que du matériel entre ou sort de leur zone. Rien de tel n'était prévu ni au projet ni au contrat ! La première fois que je me rends au Liban, le responsable CIT vient me chercher à l'aéroport. En voiture, je trouve la route en bien mauvais état : « c'est plein de nids de poules ! ». Il me répond avec le plus grand calme : « ce sont des trous d'obus ».

Nous recrutons du personnel libanais, parlant bien le français. Il se fait la main sur nos chantiers en France avant de retourner chez lui où nous avons créé une filiale de droit local pour le gérer. Nous limitons bien entendu la présence de nos nationaux dans un pays où tout peut arriver.

Nous sous-traitons le montage et le câblage à une entreprise locale, propriété de notre agent. A ne plus recommencer ! Ce dernier se croit tout permis : ses équipes, par exemple, laissent rouler, sans protection, les tourets de câbles sur les nez des marches d'escaliers. La plupart sont brisés. Je dois me fâcher tout rouge et parler de la rupture de

notre contrat, il me menace d'aller se plaindre à G. Pébereau. «Allez-y !» lui dis-je.

Tout rentre dans l'ordre avec cet «agent sous-traitant», mais les difficultés s'accumulent. Nous ne pouvons plus débarquer notre matériel à Beyrouth ; il faut aller à Jounié, moins bien équipé. Les bâtiments ne sont pas prêts. Les libanais ne nous paient que s'il y a des recettes venant des abonnés ; mais les satellites restent stockés dans leurs caisses d'emballage. Nous devons limiter nos expéditions et trouver des zones de stockage qui, par miracle, n'ont jamais été bombardées ... Les retards sont tels qu'il faut prolonger la période de validité du crédit acheteur au delà de 1984.

Thomson-CSF Téléphone, de son côté, peine à sortir son produit, bien qu'il soit, comme nous, favorisé par le retard des bâtiments. Nous aurons la joie de recevoir la commande de quatre E10 supplémentaires, remplaçant autant de MT pour le compte de notre rival du moment, nous sauvons la mise de notre futur associé ! Finalement, le réseau libanais est mis en service partiellement, le 14 Janvier 1982. Les mises en service suivantes se dérouleront au gré des opportunités offertes par les quelques trêves qui ponctuent cette abominable guerre civile. Le mérite en revient à notre responsable de la filiale J.J. Cornély, qui a toujours gardé un calme olympien, malgré les difficultés et les dangers.

Nous avons mis le doigt dans la création de filiales, notre «parc» de filiales va croître et nous obliger un peu plus tard à nous organiser pour les gérer .

L'héritage de la guerre civile

La guerre civile qui a duré de 1975 à 1990 a été marquée par un va-et-vient entre progrès et régression. En 1976, le Liban était membre fondateur d' Arabsat , une organisation intergouvernementale fournissant des connexions par satellite aux États arabes. L'invasion israélienne de 1982 a en elle-même provoqué des destructions, mais a également fait reculer un plan de 325 millions de dollars financé par les États-Unis pour réparer les dégâts antérieurs. Les deux stations Intelsat que le Liban exploitait à Arbanieh ont été détruites le 7 mai 1983 et sont restées hors service les années suivantes. Les États-Unis et la Corée du Sud ont financé la réhabilitation de certaines lignes téléphoniques en 1983 et 1984. Une deuxième station terrestre de satellite Intelsat a été installée à Jouret El-Ballout en 1987, bien qu'elle semble également avoir été détruite. À la fin de la guerre, le Liban ne disposait que d'environ 150 000 lignes téléphoniques (contre 450 000 auparavant), qui n'étaient pas fiables.

Le conflit a également donné naissance à une pléthore de prestataires informels qui établissent illégalement des réseaux téléphoniques utilisant des lignes locales et internationales. Ils sont devenus tellement partie intégrante du paysage local qu'ils ont acquis le surnom de « centrales », qui servaient aux citoyens libanais de téléphones publics. Les terminaux satellites clandestins ont également prospéré ; le futur premier ministre Najib Mikati était réputé pour être particulièrement actif dans ce domaine. Pendant ce temps, de nombreux abonnés au réseau officiel ont cessé de payer leurs factures, dans un pays éclaté où les administrations centralisées pouvaient de toute façon difficilement chasser les utilisateurs.

Lorsque Rafic Hariri est arrivé au pouvoir, en octobre 1992, il a trouvé un pays en ruines. La destruction physique des villes, et notamment de Beyrouth, et des infrastructures semblait un défi insurmontable. Les routes, les ponts, les tunnels, le port de Beyrouth, son aéroport, les centrales électriques, le réseau téléphonique, tout était à rebâtir.

Le boom d'après-guerre

Après la fin de la guerre, le système téléphonique a été reconstruit et réaménagé. Investcom , filiale du groupe Mikati, a lancé en 1991 le premier système de téléphonie mobile avancé (AMPS). La même année, Sodeltel acquiert le monopole de la commutation au sein du réseau, à travers sa filiale Libanpac. La réhabilitation, l'expansion et la modernisation des infrastructures ont été confiées à des sociétés étrangères bien établies, à savoir Ericsson et Siemens, ainsi qu'Alcatel, dont chacune s'est vu attribuer une certaine partie du pays. Le contrat, lancé en 1993 et signé en mars 1994, a coûté au Liban 430 millions de dollars et a permis au pays de moderniser ses systèmes de commutation téléphonique d'une technologie analogique vieillissante au numérique.

En parallèle, le gouvernement a rapidement introduit le Système mondial de communications mobiles (GSM) : en effet, les téléphones portables étaient considérés comme une alternative intéressante au téléphone câblé. Un appel d'offres pour deux opérateurs mobiles a été lancé en 1993 et les contrats ont été attribués en juin 1994, pour une durée de dix ans (prolongable de deux ans). Le marché s'est ainsi organisé autour d'un duopole : Cellis, d'un côté, était détenu par France Télécom (67 %) et Investcom de la famille Mikati (33 %) ; LibanCell, en revanche, s'est montré un peu moins transparent sur ses actionnaires, répartis entre Telecom Finland International, également connu sous le nom de Sonera (14%), le Saoudien Almagani (20%), et des entités et investisseurs libanais plus anonymes (66%).). Au premier rang de ces derniers se trouvait Nizar Dalloul, fils du ministre de la Défense en exercice Mohsen Dalloul et proche parent du Premier ministre de l'époque Rafic Hariri .

LibanCell affirme avoir passé le tout premier appel GSM au Liban, le 23 décembre 1994, depuis l'hôtel Alexandre à Beyrouth. Le Rapport sur le développement des télécommunications dans le monde estime qu'en 1996, le Liban comptait déjà 200 000 utilisateurs de téléphones cellulaires, soit plus que tout autre État arabe. Deux ans plus tard, ils étaient plus de 350 000.

Les services de télécommunications fixes sont restés un monopole entre les mains d'OGERO, qui a continué à exploiter tous les aspects du réseau pour le compte du ministère des Télécommunications, même après que la loi sur les télécommunications de 2002 ait prévu un transfert vers une société par actions qui portera le nom de Liban. Télécom.

En fin 2004, le Liban s'équipe de commutateurs téléphoniques **E10 OCB181**.

En 2009, il y avait 1 816 262 lignes fixes et 4 890 534 téléphones mobiles en usage au Liban, un taux de pénétration relativement élevé tant pour les lignes fixes que pour les mobiles.

En 2013 Le réseau fixe libanais, géré par l'organisation, dispose actuellement d'une capacité de plus d'un million de lignes et dessert environ **600 000 abonnés**.

L'organisation offre ses produits et ses services sur l'une des plateformes les plus avancées, disponibles au Moyen-Orient.

Quelques chiffres :

- 1,750 km de fibres optiques
- backbones SDH& Gigabit Ethernet
- 315 centraux téléphoniques
- 1,2 Millions de capacité de lignes téléphoniques
- 41 000 WLL (Wireless Local Loop)
- Câbles Internationaux sous marins & liaisons satellites
- 3 Gateway internationales & 2 stations satellites terrestres
- 4 000 Cabines publiques
- Intelligent Network (IN) Platform .

Le Liban a les prix les plus élevés du monde arabe, et le moins bon service aux consommateurs.

.

services Internet

Le développement et la croissance de l'infrastructure Internet ont été relativement lents au Liban, alternant entre une adoption rapide des nouvelles technologies et des retards presque surréalistes. Le 1er février 2019. Le Liban se classait au 161e rang du Net Index, qui évalue les vitesses Internet dans le monde entier et a depuis été remplacé par Speedtest . Le 23 novembre 2021, Speedtest a classé le Liban au 160e rang pour le haut débit et au 82e pour les services mobiles.

Le pays affiche néanmoins un taux de pénétration d'Internet élevé. Le nombre d'utilisateurs d'Internet était de 78,2 % en janvier 2021.

...

Septembre 2024 L'affaire des [bipeurs du Liban](#)